



zum Unternehmenssteuer-Bschiss

Bern, 10. Januar 2017

USR III: Weniger Geld für Städte, Gemeinden und Kirchen – höhere Steuern für Mittelstand

Die mit der Unternehmenssteuerreform III (USR III) geplanten Privilegien für Grosskonzerne und Aktionäre kosten mindestens 3 Milliarden Franken pro Jahr. Für diese Ausfälle müssten die Städte, die Gemeinden, die Kirchen, die öffentlichen Angestellten, aber auch die Steuerzahlerinnen und Steuerzahler bezahlen. Leistungsabbau und Steuererhöhungen wären unvermeidlich. Darum empfehlen mehrere Komitees ein Nein zur USR III am 12. Februar.

Die diversen Komitees gegen die USR III zeigten heute an einer Medienkonferenz in Bern noch einmal auf, warum die unausgewogene Reform abzulehnen ist.

SP-Präsident Christian Levrat und Regula Rytz, Präsidentin der Grünen, erinnerten an die Beratungen im Parlament: Unter massivem Einfluss der Steuerberater-Lobby wurde aus einer ausgewogenen Vorlage ein Steuerabzugsfestival, das mindestens 3 Milliarden Franken pro Jahr kostet. Wobei die vielen Privilegien und Instrumente die USR III zu einer Blackbox machen. Wie teuer sie wirklich wird, weiss niemand. Die Erinnerung an die letzte Reform, als die Ausfälle ein x-faches höher waren als angekündigt, ist noch immer präsent.

Klar ist hingegen, dass die Städte und Gemeinden die Leidtragenden sind. «Diese Reform geht für uns nicht auf. Wir fordern eine neue Vorlage, welche bei den Städten und Gemeinden nicht zu derart massiven Ausfällen führt», bestätigt Yvonne Beutler, Finanzvorsteherin der Stadt Winterthur. «Die USR III schlägt in Winterthur eins zu eins auf das Leistungsangebot durch: Es fehlt das Geld für Schulen, Betagte und die Sicherheit oder der Steuerfuss muss erhöht werden.»

Die mit der USR III verbundenen Steuerausfälle treffen auch die Kirchen, wie Barbara Bussmann, Mitglied der Kirchensynode Zürich, erklärt: «Die Kirche müsste bei der Familienarbeit, der Jugendarbeit, bei offenen seelsorgerlichen Angeboten sowie bei der Flüchtlingsbetreuung und -integration massive Abstriche machen. Auch weitere Angebote wie die ökumenische Paarberatung oder die Spital- und Notfallseelsorge wären gefährdet.»

Vor Kürzungen im Gesundheitswesen, bei der Bildung und beim Service public warnt VPOD-Präsidentin Katharina Prelicz-Huber: «Weniger Feuerwehr, Polizei, Krippen, Altersheime, Theater, Musikschulen, Kinder- und Jugendtreffs oder Wintermantel-Zulage für die Ärmsten.» Klar sei auch: Wenn der Druck auf die Angestellten im öffentlichen Dienst steigt, leidet die Qualität. Die Leidtragenden sind die Patientinnen, die Schüler oder schlicht alle Bürgerinnen und Bürger.

NEIN

zum Unternehmenssteuer-Bschiss

Die verschiedenen Komitees sind sich einig: Ein Nein zur USR III macht den Weg frei für eine ausgewogene Reform. Dabei kann das Parlament auf die Vorarbeiten der Kommissionen und der Verwaltung zurückgreifen und startet nicht bei null. Diesmal sollen aber auch die Städte und Gemeinden am Tisch sitzen und dort die Interessen ihrer Bürgerinnen und Bürger vertreten.

Weitere Auskünfte:

- **Christian Levrat**, Ständerat FR, Präsident der SP Schweiz, 079 240 75 57
- **Regula Rytz**, Nationalrätin BE, Präsidentin Grüne Schweiz, 079 353 86 38
- **Yvonne Beutler**, Stadträtin, Vorsteherin Finanzdepartement Winterthur, 079 241 72 06
- **Katharina Prelicz-Huber**, Präsidentin VPOD, 079 391 79 15
- **Barbara Bussmann**, Mitglied der Kirchensynode Zürich, 079 488 42 73
- **Michael Sorg**, Mediensprecher Aufruf zum Schutz des Mittelstands, 079 785 86 08

Invitation aux médias



**à l'arnaque de l'imposition
des entreprises**

Berne, 10 janvier 2017

RIE III : moins d'argent pour les villes, les communes et les Eglises – hausses d'impôts pour la classe moyenne

Avec la réforme de l'imposition des entreprises (RIE) III, les privilèges prévus pour les grosses sociétés et les grands actionnaires coûteraient, au minimum, trois milliards de francs par an. La facture sera directement adressée aux villes, aux communes, aux Eglises, aux employé-e-s du domaine public, mais également à tous les contribuables « normaux ». Au vu des pertes annoncées, les coupes dans les prestations et des hausses d'impôts seront inévitables. C'est pourquoi différents comités appellent à voter NON le 12 février prochain.

Les différents comités opposés à la RIE III ont démontré aujourd'hui, lors d'une conférence de presse à Berne, toute l'absolue nécessité de rejeter cette réforme.

Le président du PS Suisse, Christian Levrat, et Regula Rytz, présidente des Verts, ont rappelé la teneur des délibérations au Parlement : sous l'infatigable lobby des conseillers fiscaux, le projet initialement équilibré s'est transformé en festival de déductions fiscales, qui coûtera au minimum trois milliards de francs chaque année. Etant donné que nombre de nouveaux privilèges accordés et instruments offerts par la RIE III sont une véritable boîte noire, il est impossible d'estimer précisément l'ampleur des pertes fiscales à venir. La débâcle de la RIE II, qui aura coûté au final bien plus que les promesses émises par le Conseil fédéral, devrait pourtant inciter à la prudence !

Si les estimations du Conseil fédéral sont opaques, il est, a contrario, particulièrement clair que les villes et les communes seront touchées de plein fouet. Pour Yvonne Beutler, directrice des finances de la ville de Winterthur, « cette réforme nous met la tête sous l'eau. Nous exigeons un nouveau projet, respectueux des villes et des communes et ne conduisant pas à des pertes fiscales massives. La RIE III conduira très directement à la suppression de prestations de la ville. Soit l'argent fera défaut pour les écoles, les seniors ou la sécurité, soit les impôts devront être augmentés pour compenser les pertes ».

Barbara Bussmann, membre du Conseil de Paroisse de Zurich, rappelle que les Eglises sont également directement concernées par ces pertes fiscales : « l'Eglise devra procéder à des coupes massives dans le travail quotidien fourni avec la jeunesse, les familles, les offres pastorales, dans l'aide aux réfugiés ou encore en matière d'intégration. D'autres prestations, comme le conseil œcuménique pour les couples ou les visites à l'hôpital et aux urgences sont également menacées. »

NON

à l'arnaque de l'imposition
des entreprises

Quant à Katharina Prelicz-Huber, présidente du Syndicat du service public (SSP), elle a mis en garde contre les coupes dans le domaine de la santé, de la formation ou des services publics : « moins de pompiers, de policiers, d'éducateurs de la petite enfance, d'aides-soignants pour personnes âgées, de théâtre, d'écoles de musique ou encore de rencontres de jeunes. Pour rappel, lorsque la pression augmente sur le personnel de la fonction public, c'est la qualité qui s'en ressent. Au final, ce sont les patients, les écoliers, ou plus simplement, l'entier de la population qui paie les pots cassés. »

Les différents comités parlent d'une même voix : un NON à la RIE III ouvre la voie à une réforme équilibrée. Cela permettra au Parlement de revenir aux travaux préparatoires de la Commission et de remettre l'ouvrage sur le métier. Cette fois, les villes et les communes devront également être invitées à la table, afin des défendre les intérêts des leurs habitant-e-s.

Informations:

- **Christian Levrat**, conseiller aux Etats (FR), président du PS Suisse, 079 240 75 57
- **Regula Rytz**, conseillère nationale (BE) présidente des Verts suisses, 079 353 86 38
- **Yvonne Beutler**, directrice des finances de la ville de Winterthour, 079 241 72 06
- **Katharina Prelicz-Huber**, présidente du syndicat des services publics (SSP), 079 391 79 15
- **Barbara Bussmann**, membre du Conseil de paroisse de Zurich, 079 488 42 73
- **Gaël Bourgeois**, porte-parole adjoint de l'Appel à la défense de la classe moyenne, 078 685 48 48

**Conférence de presse « NON à la RIE III »
Mardi 10 janvier 2017**

Intervention de Christian Levrat
Conseiller aux Etat (FR) et président du PS Suisse



Une facture de 3 milliards au minimum chaque année

Seules les paroles prononcées font foi.

3 milliards annuels de pertes au minimum sur le dos de la classe moyenne

La Suisse est fiscalement déjà très compétitive sur le plan international, il n'y a donc pas aucune logique à entrer en matière pour de nouvelles baisses fiscales, alors même que des coupes massives continuent de toucher, année après année, les domaines de la formation, des subventions d'assurance-maladie, l'aide au développement ou la culture. Les programmes cantonaux d'austérité sont légion et cette réforme ne fera qu'alourdir encore la facture adressée directement aux habitant-e-s de ce pays et à la classe moyenne en particulier.

Impossible à chiffrer, cette réforme coûtera au minimum trois milliards de francs par an. Autant de coupes dans les prestations essentielles de l'Etat à l'attention des plus démunis et de la classe moyenne ou de futures hausses d'impôts pour compenser les pertes abyssales engendrées. Ces réformes restent toujours dur à chiffrer et la population s'est déjà fait blousée en 2008, lors de la RIE II. Très loin des 900 millions de pertes articulées par le Conseil fédéral, celle-ci s'était alors chiffrées en milliards.

Quelle que soit l'option retenue par les cantons et les communes en cas d'acceptation de cette réforme, les entreprises se verront avantagées et la population verra ses prestations diminuer ou ses impôts augmenter.

Un projet équilibré est possible

Parti d'un projet équilibré, le 3^e volet de la réforme de l'imposition des entreprises (RIE III), la droite du parlement a choisi d'en faire un self-service de déductions fiscales : nouveaux privilèges créés, nouvelles astuces fiscales, nouveaux cadeaux fiscaux aux grosses sociétés et aux grands actionnaires. Avec tous les outils et déductions à disposition des grandes entreprises, certaines d'entre-elles pourraient voir leur facture d'impôts sur les bénéfices tendre vers zéro.

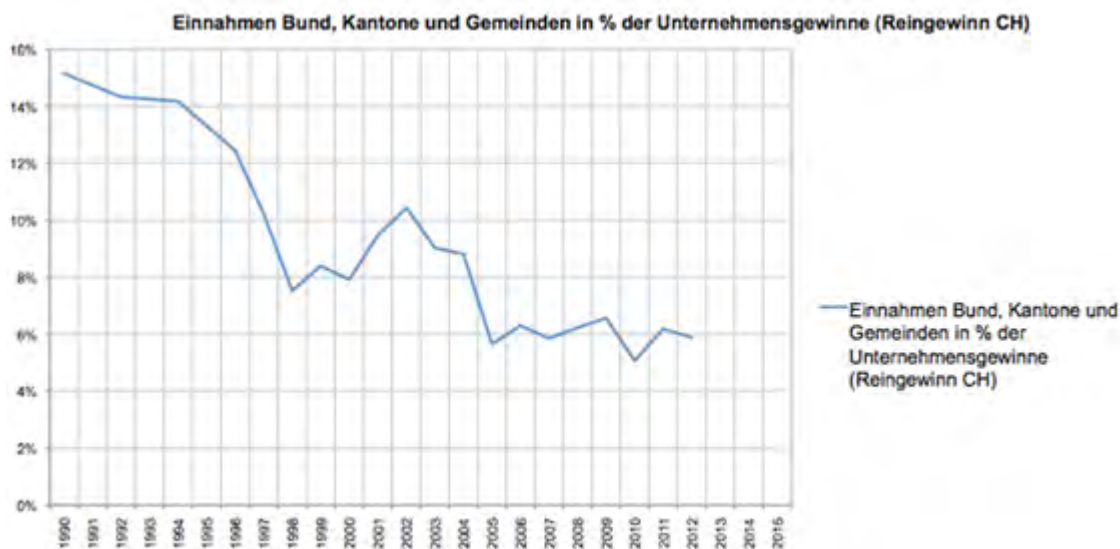
Par ailleurs, ces nouveaux privilèges, déjà dans le collimateur de la communauté internationale, pourraient tout à fait conduire la Suisse dans une nouvelle impasse dans quelques années.

Le Parti socialiste avait demandé à ce que cette réforme soit équilibrée et donc, financée par les entreprises et les actionnaires directement concernés. Cette demande était tout à fait réaliste et le projet du Conseil fédéral proposait un certain nombre de mesures allant en ce sens. Les Chambres ont préféré faire du clientélisme, sur le dos de la classe moyenne, des Villes, des communes ou encore des Eglises.

Un NON le 12 février prochain permettra aux Chambres de remettre l'ouvrage sur le métier de revenir à une version équilibrée de cette réforme nécessaire !

Lassen Sie mich noch kurz etwas zur NZZ am Sonntag sagen. Sie hat behauptet, die USR III sei wichtig, weil hohe Unternehmensgewinne die Wirtschaft ankurbeln und Investitionen auslösen würden. Dazu ein paar Klarstellungen:

- Weltweit nehmen die Unternehmensgewinne zu, doch die Investitionen sinken. Es ist ein Märchen, dass hohe Gewinne reinvestiert werden. Der Grossteil fliesst als Dividendenausschüttung an (Gross-)Aktionäre oder wird für Aktienrückkäufe verwendet.
- Damit zusammenhängend: 75% der Dividendengewinne fließen ins Ausland ab (<http://www.tagesanzeiger.ch/wirtschaft/standard/Drei-Viertel-der-Firmengewinne-fliesen-ins-Ausland/story/24065076>). Die Schweizer Wirtschaft hat also wenig bis gar nichts davon.
- Die NZZa schreibt, dass die Steuereinnahmen durch Unternehmen in den letzten 20 Jahren von 7,5 auf 19,8 gestiegen sind. Das stimmt zwar: Nur sind die Reingewinne der Unternehmen von 45,8 Milliarden (1992) auf 297 Milliarden (2012, jüngste Zahlen) noch viel deutlicher gestiegen. Die effektive prozentuale Steuerbelastung für Unternehmen hat sich stark reduziert, siehe Grafik:



Comités contre la RIE III

Cette situation n'est pas acceptable, raison pour laquelle différents comités se sont mis sur pied. Ceux-ci rassemblent des élu-e-s des villes, des élu-e-s communaux, des Eglises, des politicien-ne-s, des syndicats. Autrement dit, c'est un front large qui s'élève aujourd'hui contre cette réforme injuste, inéquitable et totalement déséquilibrée.

Yvonne Beutler, Stadträtin (SP), Vorsteherin Departement
Finanzen der Stadt Winterthur
(es gilt das gesprochene Wort)



Folgen der USR III für die Städte und Gemeinden

Geschätzte Medienschaffende

Ich werde Sie in den folgenden Minuten nochmals auf die finanziellen Folgen der USR III für die Städte und Gemeinden aufmerksam machen.

Ich habe mich bemüht auf den heutigen Tag hin herauszufinden, wie hoch denn nun die aktuelle Schätzung der Ausfälle ist. Ehrlich gesagt – ich bin dabei gescheitert. Ständig werden neue Schätzungen veröffentlicht und das einzig gemeinsame an diesen ist: jede Schätzung fällt wiederum höher aus als die letzte.

Allein die Aussage des Bundesrates in der Abstimmungszeitung muss einem stutzig machen: «Die gesamten finanziellen Auswirkungen der Reform für Bund, Kantone und Gemeinden hängen von vielen Faktoren ab. Dazu gehören die steuerpolitischen Entscheide der Kantone und anderer Länder. Auch die Reaktion der Unternehmen ist offen. Einige **könnten** Umstrukturierungen vornehmen oder abwandern. Es **könnten** aber auch neue Firmen in die Schweiz ziehen. **Die Auswirkungen all dieser Faktoren lassen sich nicht im Voraus beziffern.**»

Auch der Kanton Zürich hat die möglichen Ausfälle „berechnen“ lassen. Und auch in dieser BAK Basel Studie steht wiederholt, dass die Berechnungen auf Annahmen beruhen, welche wiederum auf Annahmen beruhen würden. Das einzige, worin sich alle einig sind: Die USR III wird in der heutigen Form zu massiven Ausfällen auf allen Staatsebenen führen. Als realistische Grössenordnung werden dies beim Bund wohl rund 1,3 Milliarden und ebenso viel bei den Kantonen und Gemeinden sein.

Doch die Städte und Gemeinden werden nicht nur ihre Steuerausfälle zu beklagen haben: Die Mindereinnahmen beim Bund und den Kantonen werden unweigerlich zu weiteren Sparprogrammen führen. Und diese werden genauso unweigerlich in letzter Instanz auf dem Buckel der Gemeinden ausgetragen werden.

Fazit: Wir haben schlicht und ergreifend keine Ahnung, worauf wir uns mit dieser Vorlage direkt, aber auch indirekt einlassen. Können wir uns in dieser Situation ein Ja wirklich (im wahrsten Sinne des Wortes) leisten? Wollen wir uns sehenden Auges in das schwarze Loch stürzen? Finanzvorsteherin der sechstgrössten Stadt der Schweiz gibt es für mich auf diese Fragen nur eine Antwort: ein laut und deutliches Nein.

Ich weiss, was sparen bedeutet: in meinen vier Amtsjahren habe ich die beiden grössten Sparprogramme der Stadt Winterthur durchgezogen. Ich weiss, was es heisst, vor die Bevölkerung zu stehen und zu sagen, dass wir die Schulweglotsen für die Kleinsten reduzieren

müssen, dass das kulturelle Angebot zusammengestrichen wird, dass weniger Geld für die Schneeräumung zur Verfügung steht, dass ältere Leute, denen die AHV und Ergänzungsleistungen nicht zum Leben reichen, keine Beihilfen mehr erhalten sollen, dass bei Sonderschulmassnahmen, der Sicherheit oder auch bei Präventionsprojekten gespart wird – und ich weiss auch, welchen Aufschrei eine Steuerfusserhöhung verursacht. Für Winterthur präsentiert sich die Situation ganz besonders absurd: Die Steuereinnahmen der Firmen mit Sonderstatus belaufen sich auf rund 1 Mio. Franken, die Steuerausfälle gemäss kantonaler Schätzung hingegen auf 34 Mio. Franken. Und dennoch will man uns allen Ernstes weismachen, dass diese Reform für unseren Standort ein eigentlicher Glücksfall sei.

Es ist unglaublich, wie viel Druck in letzter Zeit aus Politik und Wirtschaftskreisen auf mich ausgeübt wird. Nett verklausuliert heisst es jeweils: «Wir raten Ihnen dringend, sich mit Äusserungen betreffend die USR III zurück zu halten.» Man will mich praktisch persönlich haftbar machen für sämtliche Standortwechsel von Firmen, welche dereinst – aus welchen Gründen auch immer – erfolgen werden. Ich weiss jeweils nicht, ob ich mich geehrt fühlen soll ob der Bedeutung, welche man meinem Einsatz gegen die USR III beimisst oder aber erschüttert über das Demokratieverständnis der Gegner der Reform. Ich lasse mich jedoch genau so wenig mundtot machen wie meine freisinnige Amtskollegin Silvia Steidle aus Biel und alle anderen Finanzvorsteher, Stadt- und Gemeindepräsidenten quer aus allen Parteien und der ganzen Schweiz, welche sich im Komitee «Finanzdirektorinnen, Stadtpräsidien und Stadtregierungen gegen die USR III» zusammengeschlossen haben. Wir sagen: Diese Reform geht für uns Städte und Gemeinden nicht auf.

Wir fordern eine neue Vorlage, welche bei den Städten und Gemeinden nicht zu derart massiven Ausfällen führt. Wir fordern eine Vorlage, welche es nicht der Gnade der Kantone überlässt, ob und in welcher Höhe sie die Gemeinden aus den zusätzlichen Bundesgeldern entschädigen. Und wir fordern eine Vorlage, bei deren Erarbeitung wir miteinbezogen werden. Nicht mehr – und ganz bestimmt nicht weniger.



Medienkonferenz vom 10. Januar 2017

Unternehmenssteuer-Bschiss höhlt öffentlichen Dienst aus!

Katharina Prelicz-Huber
Präsidentin VPOD, Mitglied Präsidialausschuss SGB



Die Schweiz und viele ihrer Städte wie bspw. Zürich, Sitz des VPOD, sind im weltweiten Ranking deshalb top und damit ideale Orte für internationale Unternehmen, weil wir (noch) einen hochstehenden Service Public anbieten können. Die Steuerbelastung ist längst nicht der wichtigste Standortfaktor; viel wichtiger sind eine qualitativ gute Bildung, Forschung, Gesundheitswesen, eine funktionierende Verwaltung, Rechtssicherheit, öffentlicher Verkehr, Kinderkrippen, Kulturangebote usw. mit ausgewiesenen Fachleuten vor Ort. Damit wird eine Firma überzeugt, ihren Sitz in die Hochpreis- und Steuer-Stadt Zürich zu verlegen (Bsp. Google). Diese Wettbewerbsfähigkeit ist einzigartig und bildet die Grundlage für unser hohes Wohlstandsniveau. Die USR III greift dieses Erfolgsmodell an!

Was das Parlament mit dieser Vorlage produziert hat, ist ungeheuerlich: Der internationale Druck zwang den Bund, Steuerprivilegien für global tätige Firmen mit Sitz in der Schweiz abzuschaffen. Recht so. Werden ungerechtfertigte Privilegien abgeschafft, hätten eigentlich mehr Steuern fließen müssen. Was im Steuervergleich mit den EU-Staaten gerechtfertigt gewesen wäre, zahlen doch Unternehmen in der Schweiz deutlich weniger Steuern. Aber was macht das Parlament: es senkt die Gewinnsteuern für Unternehmen nochmals deftig und schafft neue Steuer-Schlupflöcher. Es resultiert ein massiver Steuerausfall! Und das ohne Not; die Reichen darben nicht: Nur die 300 Reichsten in der Schweiz haben in einer Zeit der Negativzinse allein 2016 18,6 Milliarden mit Nichtstun dazu gewonnen und sind jetzt bei einem Gesamtvermögen von 613 Milliarden.

Bereits bei der USR II wurde das Volk betrogen. 850 Mio Ausfall wurde vorausgesagt geworden sind es mehrere Milliarden. Mit der USR III prognostiziert der Bund heute 3 Milliarden – schlussendlich werden es aufgrund der neuen Steuer-Schlupflöcher wie die „zinsbereinigte Gewinnsteuer“, „Patent-Box“, Step-up oder „F&E-Abzug“ weit mehr sein. Wie viele Milliarden fehlen werden, ist ungewiss. Klar aber ist, bezahlen werden es die Angestellten im öffentlichen Dienst mit schlechteren Arbeitsbedingungen, Löhnen und Stress und die gesamte Bevölkerung. Denn die gigantischen Ausfälle führen unweigerlich zu massiven Steuer- und Gebührenerhöhungen für Privatpersonen und zum Abbau im gesamten Service Public. 3 Beispiele:

1. Schon heute herrscht akuter Personalmangel im Gesundheitswesen. Abbau heisst, das Personal muss noch mehr Aufgaben in weniger Zeit erfüllen. Das trifft vor allem die PatientInnen und HeimbewohnerInnen, für die wesentlich weniger Zeit für die Pflege und Betreuung bleibt.
2. Abbau im Bildungswesen heisst weniger Lehrpersonen unterrichten grössere Klassen, weniger Stützunterricht und Freifächer, Zwangsferien, keine Lehrlingswerkstätten, Abschaffung des Berufswahl- oder 10. Schuljahres, weniger individuelle Förderung und weniger Chancengleichheit. Fatal, denn gut ausgebildete Jugendliche und Fachkräfte sind unsere Zukunft!
3. Die Schweiz hat eines der weltweit besten öffentlichen Verkehrssysteme. Das wird aufs Spiel gesetzt, weil Abbau Fahrplanausdünnung, Abschaffung von Regionallinien, ungenügender Unterhalt, Verlotterung der Infrastruktur, steigende Preise bei Tickets und Abonnements bedeutet.

Städte und Gemeinden, deren Angestellte und deren BewohnerInnen sind die Haupt-Leidtragenden: Um die Steuerausfälle zu kompensieren müssen die kommunalen Leistungen massiv abgebaut werden: weniger Feuerwehr, Polizei, Krippen, Altersheime, Theater, Musikschulen, Kinder- und Jugendtreffs oder Wintermantel-Zulage für die Ärmsten. Allein Zürich rechnet mit Ausfällen von mindestens 300 bis 750 Millionen pro Jahr! Klar, sagen viele Städte Nein zu dieser gefährlichen Vorlage.

Einmal mehr wären die Frauen besonders hart betroffen. In vielen Bereichen des öffentlichen Dienstes arbeiten mehrheitlich Frauen: bspw. im Gesundheitsbereich beträgt der Frauenanteil 72% und in den Spitälern sind 86% des Pflegepersonals weiblich. In Schulen, Kindergärten, Kitas und sozialen Einrichtungen zeigen sich ähnliche Bilder. Diese „Frauenberufe“ sind mit der USR III vom Abbau besonders stark gefährdet. Doppelt betrogen sind berufstätige Mütter. Meist leisten sie neben ihrer (Teilzeit)-Erwerbsarbeit den grössten Teil der Betreuungsarbeit und sind auf ausserfamiliäre Betreuung angewiesen. Werden Kita-Plätze abgebaut und steigen die Preise, müssen Frauen ihren Job aufgeben oder das Pensum reduzieren. Widersinnig in Anbetracht des Fachkräftemangels und ein Affront gegenüber der Gleichstellung.

Nein zu diesem Unternehmenssteuer-Bschiss! Nein zur USR III am 12. Februar 2017!



Vertreterinnen und Vertreter der Kirchen sind gegen die Unternehmenssteuerreform III (USR III)

Rede von Barbara Bussmann, Synodale aus Volketswil, Vertreterin des Komitees „Kirchliches Nein zur Unternehmenssteuerreform III“

Es gilt das gesprochene Wort

Sollte die USR III am 12. Februar angenommen werden, hätten die Kirchen mit grossen finanziellen Einbussen zu rechnen, da sie sich auch über Steuern juristischer Personen finanzieren. Lediglich die Kantone Basel Stadt, Schaffhausen, Aargau, Appenzell Ausserrhoden und Genf kennen keine juristische Kirchensteuern.

In den übrigen Kantonen sind die Kirchgemeinden unterschiedlich betroffen. Die Stadt Biel zum Beispiel rechnet mit einer Reduktion der Einnahmen von 25%. Ich kenne aber vor allem die Situation im Kanton Zürich. Am 18. Mai hat die Zürcher Stimmbevölkerung die Volksinitiative der Jungfreisinnigen zur Abschaffung der Kirchensteuer für Juristische Personen mit 71,8 % Nein-Stimmen deutlich abgelehnt. Von einer Reduktion der juristischen Steuern wären auch bei den Kirchen vor allem die Ärmsten am meisten betroffen, denn diese Einnahmen dürfen nur für nicht-kultische Zwecke verwendet werden. Dieses Geld wird verwendet für Hilfswerke, kulturelle Angebote, Sozialdiakonie und Spezialseelsorge.

Der Stadtverband der reformierten Kirchen in Zürich rechnet mit Steuerausfällen von 8 – 10 Mio. Franken im Jahr, das sind 25 -30% der Einnahmen. Der Stadtverband müsste bei einer Annahme der USR III sein Engagement zum Beispiel bei der Familienarbeit, der Jugendarbeit, bei offenen seelsorgerlichen Angeboten und der Flüchtlingsbetreuung und -integration massive Abstriche machen oder die Kirchensteuer für die Mitglieder deutlich erhöhen.

Im Kanton Zürich wären aber auch weitere Angebote, wie die ökumenische Paarberatung, die Spital- und Notfallseelsorge und ähnliches gefährdet. Ausfälle müssten durch kantonale Beiträge kompensiert werden oder die Angebote reduziert werden.

Für christliche Kirchen ist das Engagement im Dienste aller Menschen, auch solchen anderen Glaubens sehr wichtig, es gehört zu unserem Verständnis von der Nachfolge Christi. Wir wollen weiterhin Hilfe bieten können, wo sie am meisten gebraucht wird und dafür benötigen wir die Steuererträge von Unternehmen!

Aus diesen Gründen haben viele Vertreterinnen und Vertreter und einzelne Kirchgemeinden das Komitee Kirchliches Nein gegründet (www.kirchliches-nein.ch).

Die Steuerprivilegien für Holding-, Domizil- und gemischte Gesellschaften müssen abgeschafft und die Vereinheitlichung der Besteuerung von Unternehmen muss realisiert werden.

Die vorliegende Reform aber stellt die solidarische Finanzierung des Gemeinwesens in Frage. Wir sind besorgt und hoffen auf eine Reform, die zukunftsweisend ist!

Wir erteilen dieser Unternehmenssteuerreform am 12. Februar ein kirchliches Nein!



Ein Nein zur USRIII macht den Weg frei für eine faire und ausgewogene Reform

Es gilt das gesprochene Wort

Die Schweiz will auf internationalen Druck hin die kantonalen Steuerprivilegien für Holdings und Domizil- oder Sitzgesellschaften abschaffen. Der Handlungsbedarf ist unbestritten. Doch die Reform hat sich im Laufe der Beratung in ihr Gegenteil verkehrt. Anstatt illegale Steuerprivilegien aufzuheben, schafft sie neue Schlupflöcher. Die Steuerberater und Wirtschaftsanwälte im Hintergrund haben sich auf der ganzen Linie durchgesetzt. Das ist kein Grund zur Freude. Denn die USRIII entzieht den Gemeinwesen die Mittel zur Erfüllung ihrer virulenten Aufgaben im Bereich Gesundheit, Bildung und Infrastruktur. Ohne faire Steuererträge sinkt zudem das Interesse der Gemeinden, Unternehmen anzusiedeln und zu halten. Wenn die USRIII so durchkommt, dann schneiden sich Bund, Kantone und die selbsternannten Wirtschaftsparteien ins eigene Fleisch.

Zum Glück haben wir in der Schweiz die Möglichkeit, eine misslungene Reform an den Absender zurückzuschicken und eine Nachbesserung zu verlangen. Der Auftrag der Bevölkerung bei einem Nein zur USRIII wäre klar: Die Korrektur des Holdingprivilegs darf nicht zu untragbaren Steuerausfällen für Bund, Kantone und Gemeinden führen. Und sie darf den mörderischen Steuerwettbewerb nicht weiter anheizen, sondern muss zu einem fairen Miteinander aller Kantone und Gemeinden führen. Das Nein zur USRIII macht deshalb den Weg frei für eine ausgewogene, tragfähige Reform, bei der die Städte und Gemeinden von Anfang an miteinbezogen sind. Sie wissen am besten, wo der Schuh drückt und welche Rahmenbedingungen die Unternehmen brauchen. Es ist absurd, eine so weitreichende Steuerreform ohne die Praktiker durchzudrücken.

Nun wird immer wieder eingewendet, dass wir mit einem Nein zur USRIII wertvolle Zeit verlieren. Das ist falsch. Wir müssen den Neustart nicht auf der grünen Wiese beginnen, sondern können auf den Vorarbeiten des Bundesrates aufbauen. Dieser wollte die Abschaffung des Holdingprivilegs ja mit gezielten Reformen wirtschaftlich abfedern und gegenfinanzieren. Im Lauf der parlamentarischen Beratungen kamen weitere Vorschläge auf den Tisch, die optimiert werden können.

Für die Referendumsallianz stehen bei der Überarbeitung der USRIII vier Punkte im Vordergrund:

- 1) **Faire und tragbare Gegenfinanzierung:** Die Reform darf nicht zu einer Erhöhung der Einkommenssteuern auf Arbeit und Renten führen, sondern muss gemäss Bundesverfassung die starken Schultern mehr belasten als den Mittelstand. Der Bundesrat hat dazu ursprünglich eine Erhöhung der Dividendenbesteuerung oder die Einführung einer Kapitalgewinnsteuer vorgeschlagen. Das kann man nochmals prüfen. Auch die Optimierung von neuen Korrekturinstrumente wie z.B. die – viel zu tiefe – Entlastungsuntergrenze muss angepackt werden.
- 2) **International konforme Umsetzung:** Die Reform muss die Schweiz langfristig aus der internationalen Schusslinie bringen und zu einer verlässlichen Partnerin im Kampf gegen das globale Steuerdumping machen. Der aktuelle Vorschlag genügt diesem Anspruch nicht. Intransparenz, fehlende Kontrollen und umstrittene neue Regeln können uns schon bald wieder in die Kritik bringen. Hier ist Nachbesserung nötig.

- 3) **Keine neuen Steuerprivilegien:** Man kann Steuerschlupflöcher nicht stopfen, in dem man neue schafft. Genau dies ist aber das Ziel der USR III, so wie sie heute auf dem Tisch liegt. Auf weitere Steuerprivilegien für Grossfirmen und internationale Konzerne muss in einer Neuauflage verzichtet werden. Damit reduzieren sich auch die Steuerausfälle für Kantone und Gemeinden.
- 4) **Einbezug von Städten und Gemeinden und volle Transparenz.** Die direktbetroffenen Städte und Gemeinden standen in der Reform bisher draussen vor der Tür. Das widerspricht den föderalistischen Traditionen und Werten der Schweiz. Unhaltbar ist auch die fehlende Transparenz über die Auswirkungen der Reform. Die Faktenblätter der Eidgenössischen Finanzverwaltung haben den Informationsgehalt einer Twitter-Nachricht. Ausser dem Hinweis auf mögliche Mehr- und Mindereinnahmen steht gar nichts drin. So kann kein vernünftiges Gemeinwesen eine Finanzplanung machen. Und die Bürgerinnen und Bürger werden, wie bereits bei der Unternehmenssteuerreform II, an der Nase herumgeführt. Sie kaufen eine milliardenteure Katze im Sack, während sich Konzerne, Grossaktionäre und ihre Wirtschaftsanwälte die Hände reiben.

Bei einer Beurteilung der Abstimmungsvorlage zur Unternehmenssteuerreform II sprach das Bundesgericht von einer «krassen Verletzung der Abstimmungsfreiheit» und von «Fehlinformation durch Unterdrückung». Einzelne Richter/innen gingen gar von einer «systematischen Irreführung» der Stimmbürger/innen aus. Soweit darf es nicht noch einmal kommen. Ermöglichen wir mit einem Nein einen vernünftigen Neuanfang!